



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Fibre Excellence Saint-Gaudens

Rue du Président Saragat
BP 202
31800 Saint-Gaudens

Références : 2026/0015
Code AIOT : 0006802548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement Fibre Excellence Saint-Gaudens implanté Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Fibre Excellence Saint-Gaudens
- Rue du Président Saragat 31800 Saint-Gaudens
- Code AIOT : 0006802548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est installé sur la commune de Saint-Gaudens depuis 1959 et produit, selon le procédé dit « Kraft », de la pâte à papier blanchie fabriquée à partir de bois feuillus et résineux.

Il relève du régime de l'autorisation environnementale notamment pour la production de pâte à papier. Compte tenu de la nature et des quantités de produits chimiques utilisés, l'établissement est visé par la directive européenne dite « Seveso III » et relève du statut seuil haut. La fabrication de pâte à papier est également concernée par la directive européenne dite « IED » (Industrial Emissions Directive) relative aux émissions industrielles.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Température des effluents aqueux rejetés dans la Garonne | AP de Mise en Demeure du 10/03/2020, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 6 | Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS | Lettre du 04/06/2024 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 7 | Mesures de suppression/réduction | Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 8 | Mesures de surveillance | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 9 | Sobriété hydrique | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 | Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|--|-------------------|
| 2 | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 3 | Exigences pour le prélèvements | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 4 | Rejets aqueux de PFOS | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 | Sans objet |
| 5 | Liste des substances | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| | PFAS | | |
| 10 | Plan des réseaux | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III | Sans objet |
| 11 | Données de prélèvement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 | Sans objet |
| 12 | Réductions d'eau de l'exploitant | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 13 | Réductions imposables à l'exploitant | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 14 | Les installations exemptées | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 | Sans objet |
| 15 | Déclaration obligatoire en période de sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 | Sans objet |
| 16 | Prescriptions locales | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 | Sans objet |
| 17 | Zone de stockage des résidus de bois | AP Complémentaire du 21/07/2022, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Température de rejet

La mise en demeure du 10 mars 2020 ne peut être levée, malgré des résultats encourageants, la température des rejets s'avère désormais globalement conforme en dehors de la période estivale. Des points de situation annuels seront réalisés tant que le retour à la conformité n'est pas atteint.

PFAS

Compte-tenu des concentrations en AOF mesurées, l'exploitant doit mettre à jour et transmettre son plan d'action portant sur trois axes: investigations, suppression/réduction et surveillance. Des analyses d'investigations complémentaires sont nécessaires afin de trouver des explications au flux en AOF détecté en sortie d'usine.

Sécheresse

Sur la gestion des périodes de sécheresse, les limites de prélèvements d'eau sur l'année 2025 ainsi que les mesures à mettre en place en cas de sécheresse ont été respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Température des effluents aqueux rejetés dans la Garonne

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2020, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : La société Fibre Excellence Saint-Gaudens [...] est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté : - Eaux résiduaires rejetées au milieu naturel : Article 2.4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 09 juin 2009 modifié : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites définies à l'Annexe 1. Ces effluents doivent de plus respecter les conditions suivantes : La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C, cette valeur est portée à 35 °C si la température de l'eau au point de prélèvement dépasse 25 °C. Une intégration est faite sur la journée pour déterminer la valeur moyenne ; - Eaux résiduaires rejetées au milieu naturel : Article 12-1.1 de l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 modifié relatif à l'industrie papetière : La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C dans le cas général. Elle pourra aller jusqu'à 50°C pour les rejets raccordés, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Elle est inférieure à 35 °C en cas de traitement anaérobie ou lorsque l'eau utilisée est déjà à plus de 25 °C. [...] ; |
| Constats : Les différents investissements listés lors des précédentes inspections du 29 avril 2022, du 13 décembre 2023 et du 5 décembre 2024 visant à parvenir à une situation conforme ont été réalisés. L'ensemble des investissements réalisés sont de l'ordre de 6,4M€, l'exploitant précise que le coût d'entretien des TAR s'élève approximativement à 1000 € / an. Comme l'année précédente, des progrès notables sont constatés, puisqu'en dehors de la période estivale, la limite de température est globalement respectée, avec une moyenne en 2025 de 26,38°C (l'inspection ayant lieu en début de mois de décembre, les données du mois en cours ne sont pas intégrées), contre 33,31°C en 2020 par exemple. L'exploitant a notamment détecté une élévation de la température de l'ordre de + 1,5°C lors d'une production à base de résineux, par rapport à une production de type feuillus. Un léger progrès est constaté par rapport à l'année 2024 dont la température moyenne de rejet annuelle était de 27,32°C. En 2025, des dépassements exceptionnels ont été recensés sur une quinzaine de jours en février, dû au nettoyage des TAR. Toutefois, des dépassements subsistent en particulier lors de la période estivale avec des températures d'effluents moyennes mensuelles de: 31,41°C en juillet et 31,67°C en août. Début décembre 2025, l'exploitant décompte 74 jours pour lesquels la température des effluents rejetés était supérieure à 30° C sur l'année d'exercice, contre 74 jours en 2024 et 131 jours sur l'année 2023. Par ailleurs, la température du milieu (la Garonne) continue d'augmenter: la moyenne sur l'année 2019 était de 13,6°C, contre 14,1°C en 2023. En 2025, la Garonne a atteint une température moyenne journalière de 23°C au maximum, l'eau prélevée est donc inférieure au seuil de 25°C. La limite de température des rejets de l'usine reste donc non conforme en période estivale. Malgré ces dépassements, le critère d'augmentation de la température des eaux de la Garonne générée par ces rejets reste conforme aux limites prescrites. Il n'a pas non plus été mis en évidence d'impact sur le milieu dans le cadre des surveillances annuelles exercées sur ce dernier. |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les mesures mises en place et de continuer à étudier la faisabilité technico-économique de nouvelles solutions afin de limiter la température de ses effluents. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Déclaration des résultats GIDAF

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF |
| Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |
| Constats : Les résultats sont transmis sur l'application GIDAF par l'exploitant en respectant les délais de transmission. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Exigences pour le prélèvements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Exigences pour le prélèvement |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. |
| Constats : Ce point a déjà fait l'objet de l'inspection du 05/12/2024. Les prélèvements ont été réalisés de manière homogène, selon la norme FDT 90-523 -2. |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Ce point a déjà fait l'objet de l'inspection du 05/12/2024. Les campagnes d'analyse relatives aux PFAS et aux AOF imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ont été réalisées par la société Fibre Excellence sur les mois de décembre 2023, janvier et février 2024.

Les résultats des campagnes de mesures concluent qu'aucun PFAS n'a été détecté dans les effluents de l'établissement parmi les 28 PFAS recherchés, comprenant l'acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS).

Par ailleurs le PFOS fait l'objet d'une surveillance annuelle prescrite dans l'arrêté ministériel papetier du 10 septembre 2020 modifié, applicable au site. Le dernier résultat (avril 2025) déclaré est inférieur à la limite de quantification (0.5µg/L).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Ce point a déjà fait l'objet de l'inspection du 05/12/2024. L'exploitant a mandaté un bureau d'étude pour l'élaboration de la liste des substances PFAS utilisées. L'exploitant a interrogé ses fournisseurs sur la base de la littérature, des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés, des équipements présents et des activités réalisées. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'inventaire.

En conséquence, un produit identifié a été remplacé (cf constat n°6).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Lettre du 04/06/2024

Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action

Prescription contrôlée :

Aussi, je vous demande de vous inscrire dans la démarche suivante, en définissant un plan d'action articulé autour de trois temps : investigation - suppression/réduction - surveillance.

Constats :

Suite aux campagnes d'analyse relatives aux PFAS et aux AOF réalisées dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a fait procéder à une analyse en AOF par semaine sur le mois de septembre 2024 sur les points suivants:

- égout ville,
- égout propre,
- sortie STEP,
- amont Garonne.

L'exploitant a fait réaliser ces analyses par deux laboratoires différents, la méthodologie de mesure de l'AOF n'étant pas forcément identique. Pour les mêmes échantillons, les résultats obtenus sont différents en fonction du laboratoire (par exemple 21 vs 180 g/L sur l'eau de la Garonne amont le 10 septembre). Il convient de noter que les mesures sur l'eau de la Garonne en amont présentent des concentrations en AOF plus élevées que les rejets, mais avec des concentrations variables (de 3 à 180 g/L).

En conséquence, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures trimestrielles de l'indice AOF, dans le rapport relatif à l'inspection du 05/12/2024.

L'exploitant a fait réaliser les mesures trimestrielles demandées, par le laboratoire présentant les résultats majorants lors des mesures menées en septembre 2024.

Les mesures en AOF des trimestres 1, 2 et 3 de l'année 2025 ont été présentées lors de l'inspection objet du présent rapport. Les concentrations en AOF les plus importantes (86 µg/L) sont mesurées dans les effluents urbains. Sur les effluents sortie STEP, deux résultats sur 3 sont inférieurs à la limite de quantification et une valeur à 17 µg/L a été mesurée au trimestre 1.

Concernant l'inventaire des produits pouvant contenir des PFAS, un produit d'entretien (graisse

| |
|---|
| <p>liquide) avait été identifié par l'exploitant en 2024. Ce produit est maintenant sous forme d'aérosol, il est donc présent en quantité plus réduite et ne fait pas l'objet d'un usage régulier. Aucun autre produit pouvant être à l'origine d'effluents aqueux chargés en PFAS n'a été identifié. Compte-tenu des concentrations mesurées, il apparaît nécessaire que l'exploitant investigue encore afin de déterminer si ces concentrations en AOF sont dus ou pas à la présence de PFAS non recherchés. Une mesure selon la méthode Top Assay, permettrait d'améliorer la connaissance des rejets.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • formaliser un plan d'action PFAS présentant les mesures d'investigations, réduction/suppression et surveillance en prenant en compte les nouveaux résultats, • d'investiguer la présence d'AOF dans ses effluents en s'appuyant par exemple sur la méthode TOP Assay ou par tout autre moyen, • poursuivre la surveillance en AOF à une fréquence a minima trimestrielle. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 7 : Mesures de suppression/réduction

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un produit d'entretien (graisse liquide) avait été identifié par l'exploitant en 2024. Ce produit est maintenant sous forme d'aérosol et donc présent en quantité plus réduite et ne fait pas l'objet d'un usage régulier.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de formaliser un plan d'action PFAS présentant les mesures d'investigations, réduction/suppression et surveillance en prenant en compte les nouveaux résultats (cf constat n°6).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |

| |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 4 mois |
|--------------------------------|

N° 8 : Mesures de surveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; |
| Constats : Aucun PFAS n'a été détecté parmi les 28 substances qu'il était possible d'analyser lors de la campagne exploratoire de 2024. L'exploitant n'a pas déclaré de modification de son process sur l'année 2025. Compte tenu des résultats de la campagne exploratoire, seules les mesures trimestrielles concernant le paramètre AOF ont été menées. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de formaliser un plan d'action PFAS présentant les mesures d'investigations, réduction/suppression et surveillance en prenant en compte les nouveaux résultats (cf constat n°6). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 9 : Sobriété hydrique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...] |
| Constats : Depuis 2019, Fibre Excellence a engagé plusieurs actions afin de diminuer la température de ses eaux de rejets. L' «étude des circuits de production et de consommation de l'eau – projet de fin |

d'études» présentée en salle, identifie notamment la consommation de chaque équipement et sa part dans la consommation d'eau de l'usine et a permis de définir un plan d'action. L'ensemble des aménagements mis en place ont été présentés en salle à travers le document «Température sortie usine» (version du 10/10/2023). Ces actions permettent de diminuer la température des effluents aqueux, notamment par l'application de solutions de réutilisation d'eau, conduisant également à la diminution des prélèvements d'eau de l'usine:

En 2018 l'établissement présentait un ratio d'eau prélevée/production de pâte de 76m³/t, contre 62,4m³/t pour l'année 2024. Le prélèvement d'eau a été réduit de 13% entre 2018 et 2024.

Au jour de l'inspection, l'exploitant utilisant l'eau comme matière première et comme moyen de refroidissement dans le cadre de son process, estime avoir mis en place l'ensemble de son plan d'action afin de réduire ses prélèvements en eau et les températures des rejets.

Des fuites ont été détectées sur l'usine, sans moyen de quantifier le volume d'eau correspondant. L'exploitant estime que ces fuites représentent un volume d'eau capté par l'égout propre (non réutilisé) négligeable au regard des volumes prélevés.

Par ailleurs, sur l'année 2025 les seuils de prélèvements prescrits ont été respectés, malgré une période de sécheresse impliquant une diminution des prélèvements de juillet à novembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de conduire des investigations afin d'identifier les fuites existantes et de mettre en place des mesures correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'étendue du site, un schéma des réseaux d'eau datant de 2023 a été présenté en salle. Ce document est conforme à la présente prescription.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Données de prélèvement

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un débitmètre est installé sur le point de pompage à la Garonne, les informations de prélèvement sont relevées en direct et disponible sur l'outil de gestion interne de l'exploitant. Les valeurs des débits journaliers sont disponibles sur cet outil, puis sont renseignées sur GIDAF chaque mois par l'exploitant.</p> <p>L'inspection note que les courbes de débits en entrée usine, sortie step, sortie égout propre et sortie usine sont également disponible sur l'outil de suivi interne. L'exploitant a également présenté la répartition globale de l'eau prélevée dans l'ensemble de ses équipements, à l'aide d'un graphique.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : Réductions d'eau de l'exploitant

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>[...]</p> |

| |
|---|
| <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'établissement a été concerné par un épisode de sécheresse du 5 juillet jusqu'au 31 novembre 2025, au seuil de vigilance. L'arrêté préfectoral complémentaire du 11/10/2024 impose notamment une réduction des prélèvements d'eau de 2310 m³/h en cas de déclenchement du seuil de vigilance, les dispositions de cet arrêté sont plus contraignantes que celles de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.</p> <p>D'après les données vérifiées en salle et déclarées sur GIDAF, l'exploitant a effectivement respecté les débits de prélèvement d'eau de la Garonne sur l'année 2025 jusqu'au jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'a pas d'observation quant aux mesures prévues dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/10/2024 et précise que le déclenchement du seuil de crise entraînerait des difficultés de production et pourrait conduire à l'arrêt de l'usine après seulement quelques jours.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 13 : Réductions imposables à l'exploitant

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Fibre Excellence Saint Gaudens entre dans le champ d'application de la présente prescription puisque l'usine prélève plus de 10 000 m³ d'eau par an. Toutefois, les réductions prévues n'ont pas été appliquées en 2025 car seul le seuil de vigilance a été atteint.</p> <p>L'inspection des installations classées note qu'en cas de déclenchement de seuil plus grave, les</p> |

| |
|--|
| réductions s'appliquent à la consommation d'eau de l'usine car le prélèvement et le rejet d'eau est réalisé dans la même masse d'eau (la Garonne). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Les installations exemptées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas déclaré d'installation exemptée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF |
| Prescription contrôlée : IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise. |
| Constats : Concernant Fibre Excellence Saint Gaudens, aucun seuil d'alerte renforcée ou de crise n'a été déclenché en 2025 cette année. L'inspection des installations classées note que le cadre de surveillance via le module "Gestion de l'eau" de GIDAF a été créé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Prescriptions locales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales |
| Prescription contrôlée : III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement. |
| Constats : L'établissement a été concerné par un épisode de sécheresse du 5 juillet jusqu'au 31 novembre 2025, au seuil de vigilance. L'exploitant a appliqué les consignes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/10/2024, prescrites dans ce cas. Une note de service présentant les mesures à suivre a été envoyé à l'ensemble du personnel le 08/07/2025. Postérieurement au jour de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 24/12/2025, le bilan des épisodes de sécheresse qui ont eu lieu en 2025. Pendant la période de sécheresse, la procédure interne régissant la conduite à tenir en cas d'alerte pour épisode de sécheresse (21PR011) a été appliquée. |

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 17 : Zone de stockage des résidus de bois

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2022, article 4 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement |
|--|

| |
|--------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|--------------------------|

| |
|---|
| Dans un délai n'excédant pas 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise les travaux nécessaires pour limiter l'impact des eaux de ruissellement de la zone de stockage des résidus de bois sur les eaux souterraines. Dans cet objectif, les eaux de ruissellement de la zone de stockage des résidus de bois sont collectées via des fossés imperméabilisés pour être dirigées vers un bassin étanche puis envoyées vers la station d'épuration du site. |
|---|

| |
|------------|
| Constats : |
|------------|

| |
|--|
| L'exploitant a transmis par courriel du 15/07/2025, des photos montrant la réalisation d'un fossé imperméabilisé qui permet de collecter les eaux de ruissellement de la zone de stockage des résidus de bois. Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté la réalisation effective des travaux. |
|--|

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|